

PANORAMA ECONOMIQUE ET FINANCIER 2025

Environnement économique et financier

En 2025, l'activité mondiale est restée à un niveau stable, à un peu plus de 3,0 % l'an, en léger ralentissement par rapport à 2024.

Pourtant, l'année a été profondément marquée par le renforcement des enjeux de souveraineté. Outre les risques géopolitiques (Ukraine, Moyen-Orient, Taïwan, etc.), la principale incertitude est d'abord venue de la politique de Donald Trump aux États-Unis. Les relèvements successifs des droits américains de douane dès le 2 avril, suivis de pauses et de revirements à la baisse, puis d'une relative accalmie, ont conduit à une véritable remise en cause du libre-échange.

La dérive de l'endettement public et privé a aussi été une source importante d'inquiétudes politiques et économiques, spécifiquement en France.

L'inflation a été modérée presque partout dans le monde, malgré le choc provoqué par la hausse des droits de douane, choc néanmoins moins fort que prévu à l'origine.

Cette « désinflation » a donc soutenu l'activité, en renforçant le pouvoir d'achat des agents privés et en permettant à la plupart des Banques centrales d'assouplir leur politique monétaire.

Ces tensions commerciales ont provoqué une volatilité de la conjoncture et des stratégies de contournement des tarifs douaniers ou de diversification des débouchés.

La croissance de la zone euro (+ 1,4 %), bien que modérée et disparate selon les pays, a été résiliente, en dépit de la concurrence des industriels chinois, du recul de la compétitivité-prix et, au second semestre, de l'obstacle aux exportations européennes qu'a pu constituer l'accord commercial entre l'Union Européenne et les États-Unis.

En France, l'année a été marquée par la démission de deux Premiers ministres. Malgré la situation, l'activité a plutôt bien résisté dans un contexte d'accroissement de l'incertitude, venant des tensions douanières, de la fragmentation géopolitique des échanges ou encore de la paralysie politique et budgétaire, surtout après la chute du gouvernement le 8 septembre.

La croissance a atteint + 0,9 % en 2025, après + 1,1 % en 2024. L'inflation n'a pas cessé de diminuer, atteignant en moyenne annuelle + 0,9 %, après + 2,0 % en 2024, sous l'effet de la baisse des prix réglementés de l'énergie, du ralentissement de la croissance des salaires et de l'intensification de la concurrence dans le secteur des télécommunications. Le taux de chômage a légèrement augmenté, atteignant 7,7 % au 4^{ème} trimestre, après 7,3 % à fin 2024.

Les politiques monétaires de part et d'autre de l'Atlantique ont alternativement divergé entre le premier et le second semestre. Avant un premier mouvement d'assouplissement monétaire en septembre, la Fed a maintenu un statu quo, ses taux directeurs restant au dernier niveau établi le 18 décembre 2024. La Fed a ensuite réitéré sa réduction de 25 points de base de septembre à deux reprises en octobre et en décembre (fourchette comprise entre 3,5 % et 3,75 %), du fait du coup de frein sur le marché du travail et de la révision à la baisse du risque inflationniste.

La BCE, à l'inverse de la Fed, a poursuivi son processus de détente monétaire jusqu'en juin, avant d'adopter une posture prudente. Elle a donc abaissé à quatre reprises de 25 points de base le taux de la facilité de dépôt, le portant de 3,0 % le 18 décembre 2024 à 2,0 % le 11 juin, du fait d'une oscillation de l'inflation autour de la cible de 2,0 % depuis l'été 2024, du recul progressif de l'inflation sous-jacente, du net ralentissement des indicateurs avancés de salaires et du repli des prix du pétrole et de l'appréciation de l'euro.

La Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté en 2025

Dans un contexte d'incertitude géopolitique et d'instabilité politique au niveau national, la Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté a poursuivi ses missions d'intermédiation et de financement de l'économie du territoire, et a continué à conquérir et à accompagner les projets de ses clients. Cela s'est traduit, en 2025, par le financement de 2,7 Mds€ de projets et la conquête de près de 40 000 nouveaux clients.

Cette dynamique commerciale a contribué à la progression du produit net bancaire de la banque qui s'établit à 406 M€ en 2025 en augmentation de 15 % par rapport à 2024. Ce résultat s'explique par la baisse du coût de la ressource clientèle (épargne réglementée et non réglementée) combinée à la poursuite de la hausse du rendement des crédits.

Dans un environnement économique incertain, la Banque a poursuivi sa politique de provisionnement prudente avec un coût du risque qui s'établit à 42 M€ en 2025 contre 26 M€ en 2024.

Ces éléments permettent à la Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté d'afficher un résultat net de 93,8 M€, en progression de près de 27 % par rapport à 2024.

En termes de développement et d'innovation, la Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté a maintenu le rythme de transformation de son réseau de distribution engagé ces dernières années et a maintenu ses agences sur l'ensemble de son territoire. Les clients de la banque ont bénéficié de la montée en puissance de nombreuses innovations dans les différents domaines d'expertises du digital et des paiements. L'année écoulée a connu une accélération des projets dans le domaine de la transition énergétique. Pour mieux accompagner ses clients, la Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté a développé une gamme de produits spécifiques en matière de financement des projets de rénovation et d'efficacité énergétique, mais aussi d'épargne responsable.

Pour l'année 2026, les équipes de Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté resteront mobilisées pour accompagner leurs clients et contribuer ainsi au dynamisme des territoires sur lesquels elle est implantée.